

JURA



1^{ER} MAI 2021

Pas de confinement à nos revendications POUR UN MONDE PLUS JUSTE, SOLIDAIRE, DURABLE !

La crise sanitaire met tous les métiers en souffrance : si les salariés ne sont pas licenciés, ceux-ci sont contraints d'être en chômage partiel car leur entreprise est jugée **NON ESSENTIELLE**. Que dire des **salariés des TP, du bâtiment, les VRP, les routiers** qui sont obligés de manger dans le froid **car les restaurants ne peuvent pas les accueillir ?**



Premiers de corvée = premiers oubliés. Nombre de salariés qui ont œuvrés pendant le covid ont été mis sur un piédestal l'année dernière. Ils étaient considérés comme « essentiels », pourtant ils attendent encore une reconnaissance de leur travail au travers d'une

revalorisation salariale. Certains n'ont reçu que des applaudissements en guise de remerciements. **Tous ensemble** : « *Personnels de la Santé, ASH, salariés du commerce, de la fonction Publique, salariés du bâtiment, salariés des industries alimentaires ou non alimentaires qui ont continués à produire pendant la première vague de Covid sans la moindre protection* » **défilons le 1^{er} mai** pour obtenir enfin satisfaction sur nos revendications légitimes.

Les salarié.e.s du social, du médico-social, du public et du privé : même combat ! Sont toujours exclus du SEGUR, des professionnels sociaux et médico-sociaux des secteurs du handicap, de la protection de l'enfance et de l'aide aux familles et adultes.

L'Union Fédérale de l'Action Sociale CGT exige du 1er Ministre que le périmètre de négociation de la mission "Lafourcade" comprenne l'ensemble des salarié.es et agents sans distinction de métiers, de grade, de diplôme ou de statut.



La CGT revendique :

- l'ouverture de réelles négociations salariales sur la base revendicative des **300€ pour tous en incluant les 183€ pour tous les professionnels**
- que le gouvernement mette fin à la pression qu'il exerce pour fusionner les branches professionnelles de notre secteur afin de s'attaquer à nos conquits sociaux
- l'amélioration significative des conditions de travail par **l'embauche de personnel**.

Réforme de l'assurance chômage / Etudiants précaires : Pendant cette période, de nombreux salariés subissent des licenciements. **NON ! ce ne sont pas les salariés qui choisissent de « se mettre au chômage »**, ce sont bien ces grands groupes cotés en bourses qui poussent ces salariés dans la précarité. Les conditions d'indemnisation des privés d'emplois vont se durcir à compter du 1^{er} juillet. Avant Covid « traverser la rue » ne suffisait pas pour trouver un emploi, que dire aujourd'hui avec les commerces « non essentiels » fermés qui fournissaient également des JOBS aux étudiants (restauration, etc.). Les étudiants ne peuvent plus compter sur ce complément salarial pour boucler leurs mois, ni sur les parents contraints au chômage partiel ou licenciés.

PLAN HERCULE / ENERGIE : Avec le plan HERCULE, EDF ne serait plus divisé en 2, mais en 3 entités distinctes (*afin d'en privatiser une partie CQFD*), regroupées dans une holding sous forme de filiales indépendantes qui pourraient se faire concurrence et être facilement cessibles. La poursuite de la casse de ce service public ne fera qu'empirer les choses, alors qu'on nous avait promis que la concurrence ferait baisser les prix, la réalité c'est **une hausse de plus de 50% de la facture en 10 ans**. Non seulement les tarifs augmenteront significativement mais ils pourraient également être différents dans chacune des nouvelles sociétés privées, ce qui risquerait de marquer **la fin du tarif unique au niveau national** et donc la fin de l'égalité de traitement des ménages : **les ruraux en seraient les premières victimes**.



Les professionnels des arts et de la culture sont aujourd'hui en lutte pour préserver leur droits sociaux, mis à mal par la baisse d'activité de leurs secteurs. Nous revendiquons **l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage** qui va frapper durement les salariés précaires ou ayant des emplois discontinus, ainsi que ceux qui se voient privés de leur emploi. Nous exigeons le prolongement de l'année blanche pour nos intermittents du spectacle. Nous voulons une évolution des dispositifs compensatoires pour les artistes-auteurs afin que ces derniers cessent d'être les grands oubliés des politiques gouvernementales. Pas de culture sans droits sociaux !

INDUSTRIE – COMMERCES : COVID19 le premier partenaire des licenciements. Les entreprises se saisissent de la crise sanitaire pour pouvoir licencier avec un prétexte fallacieux. Où sont passés les centaines de milliards distribués dans le but de sauvegarder des emplois ? Les premiers de cordée ont été les premiers servis avec des dividendes par milliards. **SKF Aerospace** à Lons, **LMT Belin** à Lavancia, **Jacob Delafon** à Dole ou encore **MBF** à Saint-Claude, mènent des combats pour la défense des emplois. Les entreprises du commerce en profitent également pour licencier alors que les caissières étaient placées au rang de « héroïnes » pendant la période Covid.

Retraités et réforme des retraites. Les attaques incessantes contre notre système de retraite contribuent à faire baisser le montant des pensions. Pour la CGT c'est : pas de retraites inférieures au Smic revendiqué par la CGT pour une carrière complète et **revalorisation immédiate de toutes les pensions** avec une remise à niveau par rapport au salaire moyen, de **100€ au 1er janvier 2021 avant une véritable revalorisation de 300€**. Si le système de retraite était entré en vigueur, il y aurait eu une baisse conséquente des pensions car la somme allouée pour les retraites aurait été un pourcentage du PIB qui a chuté de près de 9 % en 2020 soit autant de pension en moins, mais dans le même temps, le nombre de milliardaires français est passé de 39 à 42 en 2020, avec un total vertigineux de **510 milliards de dollars, de l'argent il y en a... !!!!**

HOPITAUX – SANTE : Déjà un an de pandémie et les personnels des hôpitaux du Jura ont été mis grandement à contribution. **Les suppressions de lits de réanimation** où d'hospitalisation depuis des **années n'ont pas permis de prendre en charge tous les patients COVID et non COVID** dans notre département, ces suppressions de lits et de personnels pourraient continuer comme par exemple à travers un avenir incertain de la chirurgie conventionnelle (chirurgie avec hospitalisation) au Centre Hospitalier Louis Pasteur. Pour la CGT, c'est impensable pour une prise en charge chirurgicale complète et publique sur le bassin Dolois rassemblant plus de 100000 habitants ! C'est laisser la chirurgie conventionnelle à la clinique privée, en clair sa privatisation. **Démissions, demandes de disponibilité, arrêts maladie de personnels soignants en nette augmentation par épuisement professionnel, burn-out, etc. les 183€ du SEGUR de la Santé n'ont rien changé !** La destruction de l'hôpital public continue à travers ce gouvernement et les annonces de milliards débloqués pour le second semestre 2021 pour nos hôpitaux ne viendront pas augmenter les effectifs et le nombre de lits ! Juste un ravalement de façade pour l'hôpital public, rien d'autres ! **En période électorale ça fait bien...**



Territoriaux-Education : Enseignants, animatrices, agents techniques, ces premiers de corvée là ont également souffert des conditions de travail inacceptables, des moyens insuffisants, des des emplois précaires. **La CGT exige** des créations de postes à temps plein ; une autre politique éducative ; le dégel de la valeur du point d'indice.

Nous avons toutes et tous une raison de manifester.

L'UNION DEPARTEMENTALE CGT appelle à manifester le 1^{er} mai 2021

LONS-LE-SAUNIER : place de la liberté à 10h30

DOLE : Avenue de Lahr à 11h00 SAINT-CLAUDE : Place du 9 avril à 10h30